

# PORTRAIT AGNÈS VERDIER-MOLINIÉ



A l'heure de la présentation du budget, cette idéologue libérale, 35 ans, aligne les chiffres et alimente le ras-le-bol fiscal.

Par DOMINIQUE ALBERTINI  
Photo FRÉDÉRIC STUCIN

Libérale, pour une idéologue, c'est toujours d'enterrer les habits du bon sens. Prenez Agnès Verdier-Molinié : la longueur d'ouvrages et de débats médiatiques, la jeune directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Ifrap) pourtant l'Etat vorace, le politicien glouton, le technocrate inerte. Dans son dernier ouvrage, elle propose de réaliser soixante milliards d'économies chaque année d'ici 2021. Du «mutuaillage fiscal» au «culle de la Séco», tout le panopticon libéral y passe. «Ce sera violent, dénoncent et sans doute chaotiques», reconnaît-elle. Mais «il n'y a pas d'alternatives», évidemment. Le bouquin, dit-on, se serait fort bien vendu — cause ou conséquence du passage de l'auteur sur les plateaux qui comptent.

On la rencontre dans les bureaux de l'Ifrap à la veille d'apparitions sur LCI, Europe 1 et dans le Monde. Rempli de papiers, s'endroite ne respire pas la déconne. La jeune femme, 35 ans, est au diapason : mise sobre, gestes économes, cheveux noirs sagement ramassés en queue-de-cheval. Deux grands yeux verts éclairent son visage. Ses lèvres le modèrent au rythme des moues et des sourires. Moue : «Je ne suis pas

une "militante libérale". On fait de la pédagogie, on démontre par a-b pourquoi il faut réformer.» Sourire : «Quand je vois François Hollande, je me dis qu'on sert peut-être à quelque chose.»

Sur les plateaux télé, cette bêcheuse donne à son propos toutes les apparences du sérieux. Ni passionaria vociférante ni caricature bourgeoise, elle ne hausse pas le ton, ne coupe pas la parole, mais débite du chiffre au kilomètre. «On sent qu'elle travaille beaucoup ses dossiers, juge le député (apparenté PS) René Dossière, qui a souvent croisé face aux caméras. Son propos public est poli. Mais dès qu'on prononce le mot "fonctionnaire", on a l'impression de déclencher chez elle une sorte d'électrie rouge. On sent bien alors que, pour elle, même s'il y a d'Etat, mieux c'est. Et que, au fond, la dépense publique en act est peut-être inutile.»

Cette mère de deux enfants, dont l'un travaille dans le conseil, passe «six heures par jour» à décortiquer les comptes publics. Pour 4000 euros par mois, ce qu'elle juge raisonnable. «Il m'arrive de rentrer coucher mes filles, de partir sur un plateau, de revenir tard dans la nuit puis de les accompagner à l'école le matin, dit-elle sans culpabilité. Si je n'avais pas d'enfants, je pourrais me voir au travail». On voudrait alléger le portrait, aiguillé par des proches qui décrivent une femme «bonne vivante» et «plène de vie». Mais cette forte en thème

paraît surjouer le sérieux. Elle fréquente les bords de mer, les théâtres de boulevard et un inamovable cours de gym le samedi matin. Elle n'a «pas le temps de faire beaucoup de shopping», mais mentionne les rapports de la Cour des comptes et de l'Inspection générale de Finances en tête de ses lectures préférées, au côté de très sérieux essais.

Un tel dévouement ne pouvait passer inaperçu. Entrée à l'Ifrap en 2002, la jeune femme n'a à moins que cinq ans à prendre la tête du think tank. Avec la bénédiction émue de son créateur, Bernard Zimmer, vieux grognard de l'antifascisme. «A un moment, je me suis rendu compte que l'élève avait dépassé le maître, sourit celui-ci. S'il y en avait dix comme elle, le pays serait transformé.» Quand Zimmer a prend dans ses filets, Agnès Verdier-Molinié, 24 ans, est encore une apprentie journaliste, armée d'un diplôme en histoire économique. Son sujet de mémoire : les scandales politico-financiers sous Pompidou, vus par le *Gazard* enchaîné. L'apprentie rêve d'un journalisme d'investigation proche de la recherche fondamentale. S'y manifestent déjà l'envie de «regarder dans le miroir», la quête omnivore des données statistiques au regard public.

A l'Express, elle s'attache ainsi à démontrer que l'on trouve plus de femmes maires dans les petites villes que dans les grandes. «J'ai contacté toutes les préfetures de France pour avoir les données, puis j'ai passé des jours à les compiler. Ça a donné un article très sympa.» Le quitte son chef de stage Christophe Barbier, qui se souvient d'une stagiaire sortant du lot : «Agnès affichait des opinions tranchées, des angles travaillés. Il fallait argumenter pour la convaincre. Elle avait une âme de militante, et je pense que le désir d'action l'a rattrapée». Passée par Sud-Ouest, France 3 et Radio France, la jeune femme peine pourtant à vivre de sa plume. Tandis que, côté Ifrap, «mes papiers ont très très techniques, peu fiabes», explique Bernard Zimmer. L'offre rejoint la demande : «Elle nous a rendus compréhensibles sans changer le jeu. Quant à nous, nous lui avons apporté ce goût pour le chiffre.»

À en croire le fondateur de l'Ifrap, il faut remonter loin pour comprendre les dispositions de sa pupille : «Agnès sort d'une famille de terriens, de vieux Français solides. C'est originaire la progée des artifices bobos, des effets de manche.» Direction Bessan, à 25 km au sud-est de Bordeaux. Plus précisément Châteaubeau Bessan, une grande bâtisse du XVIII<sup>e</sup> siècle avec douze hectares de vignes. Le domaine est à l'abandon lorsque les parents Verdier le rachètent en 1986. Elle est assistante de direction, lui est issu d'une famille de vigneron. Partit de rien, le clan y mène «une vie d'agriculteurs», soigne la vigne en elle-même, récolte le raisin à la main. Pour les quatre enfants, pas d'argent de poche, mais un salaire lors des vendanges. Et une éducation «moralement stricte», selon Mathieu Verdier, le cadet. «C'est un métier très dur, on n'avait jamais de vacances, se souvient Agnès. L'année. Cela nous mettait un peu à part. Nous étions délaissés de tout superflu. J'en ai retenu le goût de l'effort.»

À Bessan, on parle beaucoup de travail, peu de politique. En la matière, pour des parents «non communistes», «on logique est de ne pas penser que tout ce qui est dit est vrai». Aujourd'hui, Agnès Verdier-Molinié affiche elle-même un profond scepticisme vis-à-vis du personnel politique. «Pour la plupart, ils ne vont pas passer par eux-mêmes et sont prisonniers de la technocratie», tranche-t-elle. L'Ifrap se targue d'indépendance : sa directrice a refusé d'intégrer un cabinet ministériel sous le précédent quinquennat, garde son vote pour elle et ne croit pas aux notions de droite et de gauche : «Il y a ceux qui veulent réformer et ceux qui ne veulent pas.» D'ailleurs, Nicolas Sarkozy a pu la décevoir tandis que les socialistes Didier Migault (président de la Cour des comptes) et Pascal Lamy (ex-parson de l'OMC) ont dit à son estime. Quant à Hollande, il pourrait presque l'intéresser : «J'espère que, petit à petit, il se transforme en Gerhard Schröder.» Elle fera tout pour, à coup de démonstrations par a-b. Les pédagogaes ont de l'avenir. ➤

## EN 7 DATES

**1978** Naissance à Talence (Gironde).  
**2002** Entrée à l'Ifrap, une fondation d'histoire économique contemporaine.  
**2002** Entrée à l'Ifrap (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques).  
**2007** Prend la tête de la fondation.  
**2008** «La mondialisation va-t-elle nous tuer ?» (JC Lattès).  
**2013** «60 milliards d'économies? Oui... mais tous les ans» (Albin Michel).  
**Mercredi 25 septembre** Présentation du budget.